

# Les syndicats discutent de nouvelles actions de grève

■ Le front commun semble plus solide que prévu. Mais divisé sur l'opportunité de refaire grève.

Analyse **Vincent Rocour**

Le gouvernement fédéral est dans ses petits souliers. Mardi prochain, les syndicats donneront leur position définitive sur le projet d'accord interprofessionnel 2015-2016. Un vote est déjà plié: celui de la FGTB, qui a déjà clamé son opposition à ce texte. Mais jusqu'il y a peu, cela n'émouvait pas le gouvernement, car l'adhésion de la CSC au projet d'accord paraissait acquise. Depuis quelques jours, le doute s'est cependant installé.

La CSC mène actuellement une large consultation auprès de sa base. Des débats sont organisés dans les centrales professionnelles et les fédérations régionales. Chaque assemblée doit déterminer l'attitude à prendre et donner les consignes de vote aux représentants qui se rendront, mardi, au comité général de la CSC.

Les premiers verdicts ont été rendus. Ils sont loin d'être tous positifs. Si les fédérations de Luxembourg et de Flandre-Orientale ont voté majoritairement en faveur de l'accord, celles de Liège, de Bruxelles, de Mons, de Charleroi et de Verviers l'ont rejeté. Des refus sont également possibles dans de grandes centrales professionnelles – qui ont davantage de poids que les fédérations régionales dans le vote final. La Centrale nationale des employés (CNE) serait sur le point de rejeter l'accord à son tour. La CSC-Enseignement aussi. De manière

générale, d'ailleurs, les affiliés des services publics ont les nerfs à vif.

**Le "oui" malgré tout**

La probabilité que la CSC se prononce contre le projet d'accord interprofessionnel reste malgré tout assez faible. "Jamais, dans l'histoire de la CSC, le comité général n'a désavoué ses négociateurs", commente un membre du syndicat chrétien. Mardi, le vote des fédérations flamandes et des centrales ouvrières devrait faire pencher la balance vers un "oui".

Le scrutin pourrait cependant être l'un des plus serrés de l'histoire du syndicat chrétien. Ce qui ne serait pas un bon signe pour le gouvernement. Un score serré tendra à montrer que l'envie d'en découdre avec le gouvernement – contre le saut d'index, pour un "shift" fiscal, etc. – n'est pas éteinte au sein de la CSC. "Certains de nos affiliés ont voté contre le projet d'accord non pas parce qu'ils le rejettent, mais parce qu'ils veulent maintenir le front commun avec la FGTB, commente un patron de centrale. Ils craignent qu'un vote positif ne coupe l'élan imprimé durant les actions de l'automne."

Il fait peu de doute que mardi, un plan d'actions sera discuté. Des consultations sont en cours entre les états-majors syndicaux. Ira-t-on vers des grèves? C'est le nœud de la question. Les syndicats sont très divisés. Le président du Setca (centrale des employés de la FGTB) a dit publiquement "ne pas y être favorable" estimant que "vu de l'actuelle composition du gouvernement, il n'y aura pas de changement d'avis sur l'index". La centrale de l'Alimentation et les métallos flamands seraient de son avis. "Ce qui constitue une alliance surprenante étant donné la frac-

ture qui a eu lieu entre ouvriers et employés", constate un affilié de la FGTB.

Mais ce point de vue est loin de faire l'unanimité au sein de la FGTB. Les régionales wallonnes sont plutôt favorables à la grève. C'est le cas aussi des métallos wallons, de la Centrale générale et des services publics. Les partisans de la "manière forte" se sentent d'autant plus confortés que les troupes de la CSC affichent une certaine envie d'en découdre. "On nous disait que la question n'était pas de savoir si la CSC allait nous lâcher mais comment, explique un membre de la FGTB. Mais, sur le terrain, ce qu'on voit, c'est que la CSC veut maintenir le front commun."

Une réunion entre présidents de centrales de la FGTB a été convoquée lundi matin pour tenter de mettre le syndicat sur une seule ligne avant les instances décisives convoquées le lendemain. Le gouvernement fédéral retient son souffle.

**"On nous disait que la question n'était pas de savoir si la CSC allait nous lâcher mais comment. Mais, sur le terrain, ce qu'on voit, c'est que la CSC veut maintenir le front commun."**

UN MILITANT FGTB